

Lettre de l'Économie



DÉCEMBRE 2014



Actions de la Direction des Affaires Economiques

Audition sur l'ouverture dominicale

Le 15 décembre dernier, la CGPME a été auditionnée par le Groupe UMP à l'Assemblée Nationale sur les dispositions du projet de loi pour la croissance et l'activité modifiant le code de travail. Présenté en conseil des ministres le 10 décembre dernier, le texte prévoit une réforme des dispositions relatives au repos dominical. Les deux points évoqués lors de cette rencontre sur ce sujet concernaient le passage de 5 à 12 dimanches accordés par le maire ainsi que la nécessité de conclure un accord collectif pour bénéficier de l'ouverture.

Eco-fiche : Les PME françaises

Cette éco fiche dresse le portrait des PME françaises en 2011. Ainsi, le tissu économique comptait 3,09 millions de Petites et Moyennes Entreprises (PME), soit 99,8 % des entreprises françaises. Les PME employaient 7 millions de salariés c'est-à-dire 49,5 % de l'ensemble des salariés. Elles réalisaient 44% de la valeur ajoutée des entreprises non agricoles et non financières. Par ailleurs, un focus est fait sur l'usage des TIC par les TPE.

Pour en savoir plus, consulter l'[eco-fiche de décembre](#).

Veille juridique

Présentation du [projet de loi pour la croissance et l'activité](#)

Croissance de l'[ICC](#) (Indice du Coût de la Construction) au troisième trimestre 2014

Stabilité de l'[ILC](#) (Indice des Loyers Commerciaux) au troisième trimestre 2014

Publication INSEE : [France, portrait social](#) – édition 2014

Les brèves

[LOI du 20 décembre 2014](#) relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives

[Décret n° 2014-1489 du 11 décembre 2014](#) modifiant le code de la consommation en ce qui concerne notamment l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires

[Décret n° 2014-1550 du 19 décembre 2014](#) pris pour l'application de la loi n° 2014-315 du 11 mars 2014 renforçant la lutte contre la contrefaçon

[Décret n° 2014-1482 du 9 décembre 2014](#) relatif aux obligations d'information et de fourniture concernant les pièces détachées indispensables à l'utilisation d'un bien

[Décret n° 2014-1576 du 24 décembre 2014](#) relatif à l'accès administratif aux données de connexion

[Ordonnance du 6 novembre 2014](#) relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique

[Ordonnance du 6 novembre 2014](#) relative à la communication des avis préalables

[Arrêté du 17 novembre 2014](#) relatif aux modalités de sécurisation des copies de documents électroniques en application de l'article L. 13 F du livre des procédures fiscales

[Arrêté du 8 décembre 2014](#) fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

[Arrêté du 2 décembre 2014](#) relatif aux modalités d'information sur l'absence de délai de rétractation au bénéfice du consommateur dans les foires et salons

[Arrêté du 18 décembre 2014](#) fixant la liste des départements d'expérimentation de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation prévue à l'article 74 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013

[Arrêté du 19 décembre 2014](#) modifiant l'arrêté du 27 juin 2006 fixant les modalités de demande de l'aide à la sécurité des débits de tabac et définissant les matériels de sécurité ouvrant droit au bénéfice de ladite aide

[Circulaire du 12 novembre 2014](#) sur l'entrée en vigueur du principe silence vaut acceptation

[Convention du 17 décembre 2014 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations](#) (CDC) relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Fonds national d'innovation », « Culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat »)

[Convention du 17 décembre 2014 entre l'Etat et BPI-Groupe](#) relative au programme d'investissements d'avenir (actions : « Développement de l'économie numérique », « Soutien aux usages, services et contenus numériques innovants, volet « Subventions et avances remboursables », « Usages et technologies du numérique »)

[Convention du 22 décembre 2014 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations](#) (CDC) relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Projets territoriaux intégrés pour la transition énergétique »)

[Convention du 22 décembre 2014 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations](#) relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Nano 2017 »)

[Convention du 23 décembre 2014 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations](#) (CDC) relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Fonds souverain de la propriété intellectuelle »)

Notes du Conseil d'analyse économique intitulée [Crédit aux PME : des mesures ciblées pour des difficultés ciblées](#)

[Rapport d'activité du médiateur des marchés publics 2014](#)

[Rapport d'information sur l'évaluation du développement des services à la personne](#)

Communiqués de presse

Le 4 décembre 2014 : [La CGPME appelle le gouvernement à entendre ceux qui font l'économie et l'emploi plutôt que de manier l'anathème](#)

Le 10 décembre 2014 : [Loi Macron : quelques avancées mais un danger mortel pour le commerce indépendant](#)

© Copyright CGPME – 2013

www.cgpme.fr

01 47 62 73 73 - contact@cgpme.fr